

Le Journal

du Dimanche

Quelle

démocratie

au

Portugal ?

LE roi est nu... La fiction unitaire — peuple, armée, partis de gauche — qui subsistait au Portugal depuis la Révolution du 25 avril 1974 a volé en éclats : les communistes accusent les socialistes de « faire le jeu de la réaction », les socialistes crient à la dictature communiste et les militaires au pouvoir renforcent leur emprise sur le pays sans se soucier du respect de la « démocratie formelle ». C'est paradoxalement le succès du parti socialiste et du centre gauche aux dernières élections (65 % des voix)

par

Benoît Rayski

qui a précipité l'éclatement de la crise en montrant aux officiers révolutionnaires et au parti communiste qu'ils étaient minoritaires dans le pays. Comment des hommes dont la patience et la souplesse ne sont pas le fort auraient-ils pu accepter un verdict si contraire à leurs vœux ?

Puisque le peuple portugais, comme le répétaient les porte-parole les plus autorisés de l'armée, n'était pas mûr pour la révolution et puisqu'il restait curieusement attaché aux libertés retrouvées après cinquante ans de dictature, il fallait donc se passer du peuple... La meilleure manière de se passer du peuple étant, comme chacun sait, d'en appeler au peuple, les militaires portugais ont donc, au nom de la « légitimité populaire », fermé le journal socialiste « República » et sommé le parti socialiste de se sagement. Or M. Soarès, le leader du P.S. portugais, refuse de s'incliner, fort de son succès électoral et aussi de l'appui de certains partis communistes (comme le P.C. italien) que préoccupent les tendances dictatoriales de l'armée et du P.C. portugais. Ainsi, il apparaît désormais, bien que faisant théoriquement parti du gouvernement, comme le leader de l'opposition au Portugal.

C'est une attitude avantageuse à certains égards mais dangereuse à d'autres. Sur le nom de M. Soarès vont se cristalliser tous les espoirs de ceux (de gauche ou de droite) qui refusent que le Portugal ressemble, ainsi qu'il l'a dit, à l'Albanie ou à Cuba. Mais c'est sur sur nom aussi que vont se fixer les attaques de plus en plus violentes des militaires et des communistes qui feront rapidement de lui un « réactionnaire » et le « porte-drapeau de la contre-révolution ».

L'épreuve de force paraît donc inévitable. Cela d'autant plus que les choses sont maintenant claires. Il ne s'agit plus en effet de savoir si le Portugal sera ou pas socialisant (il l'est déjà par les très nombreuses nationalisations qui ont bouleversé son système économique), mais de savoir s'il vivra sous le régime de la démocratie dirigée et surveillée ou sous celui de la démocratie tout court.

Car on pourrait craindre qu'il n'y ait bientôt au Portugal plus qu'une seule liberté : celle de dire qu'il n'y a plus de liberté.